COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 10 juin 2026 CDDEM(2026)11

COMITÉ DIRECTEUR SUR LA DÉMOCRATIE (CDDEM)

***

5e réunion plénière

(8-10 juin 2026)

RAPPORT ABRÉGÉ DE LA RÉUNION

Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) a tenu sa 5e réunion plénière à Strasbourg du 8 au 10 juin 2026, sous la présidence de Katrin Kivi (Estonie).

La présidente a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de Norvège, de Slovénie et du Royaume-Uni, ainsi qu'au nouvel observateur, le Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui participaient à la réunion pour la première fois.

L'ordre du jour de la réunion figure en annexe. Le rapport complet de la réunion, y compris la liste des participants, est disponible sur le site web du CDDEM.

Répartition par genre : 109 participants, 51 hommes (46,8 %) et 58 femmes (53,2 %)

Liste des points soumis à la décision du Comité des Ministres

Le CDDEM invite le Comité des Ministres à :

- prendre note du rapport abrégé de la 5e réunion plénière du Comité directeur sur la démocratie (8-10 juin 2026).

Liste des points soumis à l'information du Comité des Ministres

Le CDDEM :

- a pris note des informations fournies par la présidence et le Secrétariat, présentées par Roberto Olla, Chef du Service des institutions et libertés démocratiques, sur les développements récents intervenus depuis la 4e réunion plénière (18-20 novembre 2025) et sur les questions relevant du mandat du Comité ;

- a procédé à un échange de vues avec le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Alain Berset, sur le Nouveau pacte démocratique pour l'Europe ; a examiné la contribution du CDDEM aux consultations sur le Pacte et les contributions futures éventuelles du Comité à la mise en œuvre du Pacte, notamment par le biais des Paramètres de Reykjavik pour la démocratie et des travaux connexes sur la sécurité et la résilience démocratiques ;

- a pris note des informations fournies par Edwin Lefebre, président du GT-P2, et par le Secrétariat sur les travaux du groupe de travail de la CDDEM chargé d'élaborer le cadre méthodologique destiné à soutenir l'application des Paramètres de Reykjavik pour la démocratie, ainsi que du rapport de la première réunion du GT-P2 ; a pris note des informations fournies par Gentiana Gola, conseillère au sein de l'équipe d'évaluation de la démocratie d'International IDEA ; a examiné et fourni des orientations pour la poursuite de l'élaboration du projet de cadre méthodologique pour l'application des Paramètres de Reykjavik en vue de son approbation pour une mise à l'essai lors de la réunion plénière du CDDEM en novembre ;

- a procédé à un échange de vues avec Aurora Ailincai, Cheffe du Service de l'anti-discrimination et de l'inclusion du Conseil de l'Europe ; a examiné le projet révisé de lignes directrices sur le renforcement de la participation aux élections des femmes, des filles et des jeunes, ainsi que des personnes en situation de vulnérabilité, présenté par la professeure Anna Lavizzari, consultante du CDDEM, et le Secrétariat ; a examiné la compilation d'exemples de bonnes pratiques qui l'accompagne et a donné des orientations pour la finalisation de cet instrument en vue de son adoption lors de la réunion plénière du CDDEM en novembre ;

- a pris note du compte rendu présenté par Alfonso Carlos García Romero, président du GT-GPN, concernant les travaux du groupe de travail du CDDEM chargé d'élaborer un projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la gouvernance à plusieurs niveaux, ainsi que du rapport de la première réunion du GT-GPN ; a examiné le plan préliminaire de la recommandation, a procédé à un échange de vues avec M. Cezary Trutkowski et M. Ioannis Papadopoulos, consultants du CDDEM, et a donné des orientations pour la préparation du premier projet de recommandation ;

- a convenu de préparer un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 du Comité des Ministres sur les normes relatives au vote électronique et des Lignes directrices CM(2022)10 sur l'utilisation des TIC dans les processus électoraux dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ; a examiné et approuvé la note conceptuelle préliminaire relative à un atelier qui se tiendra en marge de la réunion plénière du CDDEM en novembre 2026 ; a convenu de diffuser un questionnaire servant de base à l'examen d'ici la mi-juillet et a fourni des orientations pour l'organisation de l'atelier, notamment en ce qui concerne la participation des parties prenantes concernées, en particulier les organes de gestion électorale ;

- a convenu de préparer un rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2023)5 du Comité des Ministres aux États membres sur les principes de bonne gouvernance démocratique, en mettant l'accent sur la pratique de la bonne administration, et a fourni des orientations pour l'élaboration d'un questionnaire à adresser aux États membres ;

- a convenu d'élaborer un rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2023)6 du Comité des Ministres aux États membres sur la démocratie délibérative, en s'appuyant sur un questionnaire en cours d'élaboration concernant l'évaluation de la démocratie et les consultations participatives, auquel toutes les délégations sont invitées à contribuer, ainsi que sur des recherches documentaires ;

- a pris note des informations fournies par le Secrétariat concernant les préparatifs du Forum mondial de la démocratie de 2026, y compris son format et son concept révisés axés sur la sécurité démocratique et la prospective collective, et a examiné la pertinence du Forum pour promouvoir des évolutions positives en matière de démocratie, ainsi que l'importance d'un engagement et d'un soutien continus de la part des États membres ;

- a finalisé et pris note de l'étude intitulée « Intelligence artificielle générative et démocratie : avantages et risques de l'utilisation de l'IA générative dans le débat public et les processus démocratiques » ; a examiné les activités de suivi possibles dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la démocratie à la lumière des conclusions et recommandations de l'étude ; a convenu d'inviter les membres, les participants et les observateurs à fournir des contributions écrites et des orientations d'ici la fin septembre, sur la base desquelles le Secrétariat préparera une proposition d'outil pratique s'appuyant sur les conclusions de l'étude, en consultation avec le Comité directeur pour les technologies numériques nouvelles et émergentes (CDNET), pour examen par le Comité lors de sa réunion plénière de novembre 2026 ;

- a procédé à un échange de vues avec les représentants du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ) et du Département de la jeunesse, Josef Burker et Nina Grmusa, sur l'intégration de la perspective des jeunes dans les travaux du CDDEM ; a pris note du cadre de référence sur l'intégration de la perspective des jeunes et a nommé Peter Andre (Autriche) rapporteur pour la jeunesse ;

- a pris note des informations fournies par Kristian Bartholin, Secrétaire du Comité d'experts sur la manipulation de l'information et l'ingérence menées depuis l'étranger (PC-FIMI), concernant l'étude de faisabilité sur l'élaboration éventuelle d'un instrument juridique du Conseil de l'Europe sur la manipulation de l'information et l'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI), y compris la désinformation, préparée par le Comité ; a examiné les développements récents concernant le FIMI et le suivi des décisions adoptées lors de la 135e session du Comité des Ministres à Chişinău ;

- a procédé à un échange de vues avec Claudia Luciani, Directrice du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, sur les activités récentes du Congrès et les synergies possibles avec les travaux du CDDEM, notamment dans les domaines de la gouvernance à plusieurs niveaux, de la résilience électorale, de la démocratie délibérative et du Nouveau pacte démocratique pour l'Europe ;

- a procédé à un échange de vues avec Catherine Hugel, Cheffe du Secrétariat de la Commission des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire, sur les activités récentes de l'Assemblée parlementaire, notamment l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables et la Commission ad hoc sur le nouveau pacte démocratique pour l'Europe ; dans ce contexte, le CDDEM a été invité à contribuer à une réflexion de l'Assemblée parlementaire sur un mécanisme d'alerte précoce en cas de recul démocratique ;

- a procédé à un échange de vues avec Daniel Fleischer-Ambrus, Chef d'équipe pour la démocratie à la DG JUST de la Commission européenne, sur les récentes initiatives de l'Union européenne relatives à la sauvegarde de la démocratie, notamment la mise en œuvre du Bouclier européen pour la démocratie ;

- a tenu une première discussion sur les thèmes prioritaires possibles pour les travaux futurs du Comité au cours de la prochaine période de programmation (2028-2031) et a fourni des orientations préliminaires pour la suite de la réflexion ;

- a examiné les demandes de statut d'observateur présentées par l'Association européenne pour la défense des droits et des libertés (ASSEDEL) et Nordic Safe Cities et a décidé de reporter l'examen de ces demandes jusqu'à sa réunion plénière de novembre 2026, dans l'attente d'une réflexion plus approfondie sur les critères d'octroi du statut d'observateur ; a invité les membres à fournir des contributions écrites en vue d'une discussion du Bureau sur l'affinement des critères, sur la base desquelles le Secrétariat préparera une proposition qui sera soumise à l'examen du Comité ;

- a pris note des informations fournies par les membres du CDDEM d'Albanie, d'Arménie, de Croatie, d'Estonie, de Finlande, d'Irlande, des Pays-Bas, de Norvège, de Slovénie, de Suède et du Royaume-Uni concernant les récentes évolutions législatives, politiques et institutionnelles pertinentes pour le mandat du Comité dans leurs États respectifs, ainsi que des mises à jour fournies par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et la Conférence des OING sur les activités présentant un intérêt pour les travaux de la Commission ;

- a pris note des informations fournies par Niklas Wilhelmsson (vice-président, Finlande) concernant une conférence intitulée « Vers des processus électoraux fiables et inclusifs : le rôle des observateurs », co-organisée par l'APCE, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et la Commission de Venise du Conseil de l'Europe à Paris les 28-29 avril 2026 ;

- a examiné le projet de commentaires sur la Recommandation 2305 (2026) – « Violence et discours de haine à l'encontre des personnalités politiques : une menace pour la démocratie » adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et sur la Recommandation 543 (2026) – «Élections libres aux niveaux local et régional : un droit fondamental pour renforcer la démocratie de proximité», adoptée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, et a convenu de fournir des commentaires supplémentaires par écrit avant le 22 juin 2026;

- a organisé une audition publique intitulée « Du diagnostic à l'action : vers la sécurité démocratique », consacrée aux Paramètres de Reykjavik pour la démocratie, réunissant des représentants des États membres, des organes du Conseil de l'Europe, d'organisations internationales, du monde universitaire et de la société civile afin de discuter de l'application future des Paramètres et de leur contribution à la résilience et à la sécurité démocratiques ;

- a adopté le rapport abrégé de sa 5e réunion plénière.

Incidences financières

Les activités susmentionnées du CDDEM ont été menées dans les limites des enveloppes budgétaires prévues.

ANNEXE

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
3. Informations de la présidence et du Secrétariat
4. Échange de vues sur le Nouveau pacte démocratique pour l'Europe avec le Secrétaire Général
Mise en œuvre des Principes de Reykjavík pour la démocratie **5.** Élaboration de normes : cadre visant à soutenir l'utilisation des paramètres de Reykjavík pour l'application et la mise en œuvre des principes de Reykjavík pour la démocratie
Soutien aux élections **6.** Élaboration de normes : Lignes directrices visant à renforcer la participation aux élections des femmes, des filles et des jeunes, ainsi que des groupes vulnérables **7.** Rapport faisant suite aux échanges sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 relative aux normes en matière de vote électronique et des Lignes directrices sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral, en collaboration avec la Commission de Venise et les organes de gestion électorale
Soutenir les États membres dans le renforcement et le maintien d'une bonne gouvernance démocratique à tous les niveaux **8.** Élaboration de normes : projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la gouvernance à plusieurs niveaux **9.** Rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2023)5 sur les principes de bonne gouvernance démocratique
Démocratie participative et délibérative **10.** Rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2023)6 sur la démocratie délibérative et/ou manuel rassemblant les meilleures pratiques
Questions émergentes **11.** Étude sur les avantages et les risques liés à l'utilisation de l'intelligence artificielle générative dans le débat public concernant les processus démocratiques, ainsi qu'un instrument ou un outil pratique s'appuyant sur ses conclusions
12. Demandes d'octroi du statut d'observateur auprès du CDDEM
13. Point sur les travaux du PC-FIMI (Comité européen sur les problèmes de criminalité, CDPC)

14. Point sur les travaux du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
15. Point sur les travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
16. Forum mondial de la démocratie
17. Point sur les développements au sein de l'Union européenne en matière de sauvegarde de la démocratie
18. Évolutions nationales récentes dans les domaines d'activité du CDDEM
19. Participation des membres du CDDEM à des événements présentant un intérêt pour le CDDEM
20. Thèmes prioritaires du CDDEM pour le prochain quadriennat : premières réflexions
21. Dates de la prochaine réunion
22. Questions diverses
23. Adoption du rapport abrégé de la réunion

Événement du CDDEM

Audition publique sur les Paramètres de Reykjavik : faire le point pour faire progresser nos démocraties